



# Victimes et auteurs sous le même toit

**VIOLENCE CONJUGALE** • Depuis plus de deux ans, le foyer genevois du Pertuis accueille des personnes qui ont subi ou usé de la violence dans le même refuge. Un dispositif unique, en quête de visibilité.

RACHEL RICHTERICH

Le paysage est verdoyant. De grandes fenêtres illuminent les pièces de ce petit immeuble de deux étages transformé en maison. Un cadre paisible, une clarté et un calme qui contrastent avec le vécu de ses habitants. Principalement des femmes venues avec leurs enfants, après avoir subi des violences verbales ou physiques. Et quelques personnes, sous le même toit, qui ont usé de la violence. C'est cet accueil simultané d'auteurs et de victimes - mais jamais liés entre eux - qui fait la spécificité du foyer du Pertuis, à Onex, dans le canton de Genève.

«Le postulat de base, c'est la reconnaissance de la souffrance que toutes ces personnes ont en commun», explique Martine Miquel, directrice adjointe et responsable pédagogique du Pertuis. Elle n'aime d'ailleurs pas utiliser le mot victime, qui tend à stigmatiser. «D'un côté comme de l'autre, ces personnes sont sous l'influence de la violence, qu'ils l'aient subie ou en aient usé.»

Conçu dans les années 1970 pour l'accueil d'urgence de jeunes adultes en réinsertion, le Pertuis s'adapte progressivement à l'émergence de nouveaux besoins. Sa mission évolue dans les années nonante vers l'accueil de femmes, avec leurs enfants, confrontés à la violence domestique, elle-même devenue une préoccupation politique. Et c'est en janvier 2013 que l'Etat de Genève demande que trois places, sur les treize dans la maison, soient réservées à des auteurs de violences.

## Evaluation des risques

Un dispositif singulier, voire unique en Suisse. «A notre connaissance, c'est le seul foyer d'hébergement qui a cette particularité», relève Baharia Nazeri, du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Le projet se déploie en étroite collaboration avec la police, la justice, ainsi que les associations et lieux d'hébergement - informelle cependant, signe que le concept provoque des blocages. «Pour chaque demande, nous évaluons les risques et réorientons vers d'autres institutions si besoin», explique

Martine Miquel. L'expérience montre qu'ils sont minimes. «Ces violences ont lieu dans l'intimité du cercle familial. Sorties de ce contexte, les personnes ont un comportement adéquat.» Raison pour laquelle le foyer n'accueille jamais de couple. L'an dernier, le Pertuis a reçu 376 demandes, dont 88 ont abouti. Parmi celles-ci, 67 victimes, dont huit hommes. Et 21 auteurs, dont trois femmes.

## La mixité pratiquée là-bas n'est pas du goût des organisations féministes

Pensée pour l'accueil d'urgence, la durée de séjour y est limitée à un mois, «un délai très court, qui fait que dès l'arrivée d'une personne, nous préparons sa sortie», explique Crystel, l'une des éducatrices. Généralement vers un autre foyer. Le prix? 80 francs par jour et par adulte, 40 francs par enfant. Des montants souvent pris en charge par les services sociaux, le centre LAVI (loi fédérale sur l'aide aux victimes) ou compensés par des contre-prestations. Mais qui ne suffisent pas à couvrir les coûts de fonctionnement du foyer: accueil tous les jours à toute heure, repas et accompagnement socio-éducatif. Le Pertuis bénéficie ainsi du soutien du canton.

Reste que la mixité pratiquée là-bas n'est pas du goût des organisations féministes. «Nous ne sommes pas influencés par ces critiques», balaie Martine Miquel. Au contraire, cette proximité c'est la clé du succès de l'institution, selon elle: «Les résidents discutent entre eux et prennent conscience de l'impact de la violence». Mais le concept mériterait d'être mieux connu. «C'est important que les gens sachent ce que nous faisons ici.» D'où l'organisation de cette journée portes ouvertes jeudi. «Nous avons invité les voisins, les habitants de la commune, ainsi que divers intervenants - police, assistants sociaux et associations», précise Crystel. Un pas vers une plus large adhésion de l'opinion. I



Le foyer du Pertuis est aménagé dans un petit immeuble de deux étages transformé en maison à Onex, entouré d'un jardin verdoyant. CHARLY RAPPO

TONI

## «J'ai collé deux baffes à mon fils adolescent»

«Je me sentais si coupable que je ne réagissais plus.» Pour Toni\*, la cinquantaine, se souvenir de cet automne de 2013 reste pénible. «Une des éducatrices du Pertuis, avec qui je parlais beaucoup pendant mon séjour, m'a aidé. Elle m'a poussé à prendre un avocat.» Pour faire valoir son droit à être représenté, même si le verdict ne faisait aucun doute au vu des faits. Un soir, cet homme, qui se décrit comme sans antécédents violents, se laisse submerger par la colère contre son fils adolescent. «Je lui ai collé deux baffes», de telle sorte que son épouse, paniquée, appelle la police. Placé en garde à vue, il a l'interdiction de retourner au domicile familial. Et sans alternative, il est placé dans le foyer onésien.

«Le Pertuis, ça a été un soulagement après tous ces événements.» Durant les trois semaines qu'il passe là-bas, il poursuit son activité professionnelle la journée et rentre au foyer le soir. Il se souvient des repas

pris en commun, «chacun cuisinait quelques spécialités de son pays. Moi je préparais des plats italiens.» Il noue des contacts. Et prend le temps de réfléchir. En côtoyant des personnes victimes de tels gestes. Il gamberge parfois trop. Alors il sort, «pour ne pas être paralysé par le remords». Il évoque les discussions, des personnes à l'écoute. «C'est très bien qu'il y ait des lieux comme ça.»

**A sa sortie**, Toni a poursuivi sa vie comme avant. Ou presque, car près de trois ans plus tard, alors que sa mise à l'épreuve est sur le point de prendre fin, il doit se rendre encore chaque semaine chez Vires, une association qui vient en aide aux auteurs de violences au sens large. «On apprend davantage quand on est écouté.» Ses enfants, il a pu les revoir, passés les trois mois de mesures d'éloignement. «Ce qui me pèse le plus, c'est cette ligne sur mon casier judiciaire.» RR

MARGOT

## «J'avais peur que l'on me retire mes enfants»

**Sa première semaine** au Pertuis, Margot\* la décrit comme «très difficile». «J'avais peur d'être surveillée et que l'on me retire mes enfants au moindre faux pas.» Une menace que brandissait l'époux de cette mère de quatre bambins, bientôt cinq. Un homme de vingt ans son aîné, originaire du Cameroun comme elle, dont elle décrit les humiliations verbales qu'il lui a fait subir pendant huit ans. «Je ressentais une pression constante. Même dans des moments censés être heureux, comme l'annonce d'un enfant. A chaque fois il me harcelait pour que j'avorte.» Mi-avril, elle profite que son mari soit hospitalisé pour fuir. «Mes enfants commençaient à me parler comme leur père le faisait.» Son filet de voix se brise. «Et puis, je ne voulais pas d'un tel exemple pour mes garçons. Comment vont-ils traiter leurs épouses ensuite?»

Une fois sa méfiance dissipée, Margot trouve le temps de se concentrer sur la paperasse, clarifier la situation de son époux très endetté. Le fait de partager la cuisine, le salon et certains repas avec des auteurs de violences, comme celles qu'elle a subies, ne lui pose pas de problème. «Ils ont ici la possibilité de se faire aider.» Comme elle en a bénéficié: «J'ai pu voir comment je pourrais fonctionner seule avec mes enfants», souligne la maman de 34 ans. C'est la prochaine étape. Et le temps presse, car la durée de placement d'un mois est largement dépassée et elle occupe, avec ses enfants, la moitié des places du foyer. Difficile sans revenu, mais elle pourrait profiter d'un projet pilote, un partenariat public-privé mis à l'étude par les responsables du Pertuis fin mai: un appartement de transition, où la présence d'éducatrices ne serait pas constante, mais ponctuelle. RR

CARMEN

## «Ma fille a fait le choix de vivre chez son père»

**«La vie c'est comme** un panier de cerises. On ne mange que le meilleur et le noyau, on le recrache.» Ces mots d'un éducateur du Pertuis ont marqué Carmen\*, qui a trouvé ici refuge d'un mari violent. Jamais de coups, mais des insultes, pendant les vingt ans qu'a duré leur mariage. «Je m'étais habituée.» Ce qui la décide à partir cette nuit d'avril? Une colère: «Ma fille a paniqué, elle tremblait. Je devais lui montrer que la vie de couple ce n'est pas ça». Carmen et l'adolescente passent une nuit à l'Armée du salut, avant de contacter le foyer d'urgence. «A mon arrivée, j'étais perdue. Je me suis retrouvée», sourit cette femme d'origine latino-américaine. Et de louer le travail des éducateurs. «Le fait d'être écoutée donne du sens à ce que l'on raconte.» Carmen en a trouvé dans ses choix de vie, dans ses erreurs, et a appris à les considérer comme des étapes. «J'ai aussi découvert que je savais un cer-

tain nombre de choses!» Des talents enterrés par vingt ans de dénigrement, qu'elle exhume, petit à petit. Grâce à ses démarches pour retrouver un emploi.

**Sa fille?** «Elle a fait le choix de vivre chez son père», aisé, qui lui offre un confort. L'apparente joie de vivre laisse apparaître une blessure à vif. «J'espérais un SMS pour la fête des mères, mais rien.» Carmen a quitté le Pertuis pour une chambre d'une association d'entraide chrétienne et tente, à 56 ans, de se reconstruire. Quant au fait d'avoir cohabité un mois avec des auteurs de violences: «Je ne savais pas!» Aucun souvenir de cette lettre d'information qu'elle a signée à son arrivée. «J'étais dans un tel état de détresse, j'ai entendu ce que j'ai voulu entendre.» Passé l'effet de surprise, elle marque un temps. «Chacun a un vécu, je ne suis personne pour juger.» RR

\*Noms connus de la rédaction